

Pour Peter Rosset le mot "protectionnisme" n'effraye pas, lorsqu'il s'agit de garantir la capacité de produire sa propre nourriture et de permettre à des gens de rester à la campagne et mener une vie avec dignité.

(Photo courtesy of MST)



CONTRE LA FAIM, CONTRE L'OMC

"Protéger les petits fermiers est important"

wxxx: Que ce soit à une manifestation contre l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) à Quito, ou à une conférence sur "l'agroécologie" à Berlin, vous défendez les droits des petits paysans du monde entier. Dans quel cadre agissez-vous?

Peter Rosset: Je fais parti de l'équipe de soutien technique de l'association Via campesina International, qui est une alliance entre des mouvements de paysans, des sans-terre, et des peuples indigènes du monde entier. Je développe par exemple des analyses pour appuyer la formulation de politiques et de stratégies d'action de Via campesina, sur des domaines comme la réforme agraire, les OGM, l'échange international...

Depuis votre centre de recherche Ceccam, basé au Chiapas, vous étudiez le sort des agriculteurs mexicains depuis l'implémentation de l'Aléna en 1994. Quelles sont les conclusions de vos observations?

Avant même l'implémentation de l'Aléna, le Mexique, sous l'impulsion de la Banque mondiale et du FMI, avait commencé à ouvrir ses frontières, et à importer des produits américains à un prix défiant toute concurrence, de sorte que le fermier mexicain ne pouvait plus vendre sur son propre marché. L'effondrement des communautés rurales en a été la suite logique. Dans le village, la plupart des cultures ont été abandonnées, on ne cultive plus qu'un pour cent des terres pour sa consommation personnelle. Ne pouvant pas vivre de leurs terres, les fer-

miers ont dû migrer temporairement vers les villes, aggravant le problème de bidonvilles et de pauvreté urbaine. La famille est éclatée: typiquement, la mère vend des souvenirs à Cancun, le père ou le fils aîné s'acharne à immigrer aux USA et la sœur travaille dans une maquiladora à la frontière états-unienne. Chacun renvoie de l'argent au noyau familial qui reste dans le village. C'est très déprimant de marcher dans ces villages-fantômes, où l'on ne voit que des personnes âgées et de jeunes enfants. La destruction de la famille, la perte de valeurs et de repères traditionnels, entraîne d'autres problèmes comme la violence domestique, la drogue et les "gangs".

Vous avez dédié votre livre à Lee Kiong Hay, le fermier coréen qui s'est tué sur les barricades de la police, lors du sommet de l'OMC¹⁾ à Cancun, en 2001. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce phénomène de "fermiers suicidaires"?

Lorsque la Corée entra dans le GATT en 1992, devenu l'OMC en 1994, le pays fut très vite submergé par des importations de produits agricoles, vendus en dessous du coût de production. Les effets sont aussi désastreux qu'au Mexique: en dix ans, entre 1992 et 2002, trois des six millions de familles de fermiers ont perdu leurs terres par surendettement, à cause de la chute des prix. Il s'en est suivi une véritable épidémie nationale de suicides chez les fermiers. Ils ne pouvaient plus supporter la honte et la culpabilité d'être le premier en 20 générations à avoir perdu les terres familiales. Ce phéno-

mène se retrouve dans le monde entier, surtout en Inde.

En ce qui concerne Mr. Lee, les Coréens ne diraient pas qu'il s'est suicidé mais qu'il a immolé sa vie pour sauvegarder sa communauté. Mr. Lee était entre autres fondateur de la fédération coréenne des paysans et député à l'assemblée nationale. Il avait été décoré par le président coréen et par les Nations Unies pour être le meilleur fermier du pays et du monde entier. Pour dramatiser le slogan "l'OMC tue les fermiers", Mr. Lee monta sur les barricades et se poignarda au cœur. Cet acte extrêmement puissant contribua à faire échouer le sommet.

Justement, dans votre dernier ouvrage, "Food is different" vous militez pour un retrait immédiat de l'agriculture du système de l'OMC. En quoi le système de libre-échange de l'OMC est-il nocif pour les agriculteurs?

Le système tel qu'il fonctionne actuellement est une machine qui pousse les petits agriculteurs hors du marché dans le monde entier. Cela commence aux Etats-Unis et dans l'UE, où les politiques agricoles actuelles ont pour but de faire baisser les prix le plus possible. Les agriculteurs sont soutenus par un

système de subvention appelé le Farm Bill ou la PAC, qui toutefois "récompense" plus les gros agro-industriels que les petits fermiers. Ainsi, 4.000 familles d'agriculteurs font faillite par semaine aux USA, 200.000 par ans, en Europe.

Dans une deuxième étape, les corporations transnationales comme Cargill ou Nestlé, achètent les surplus de production à un prix minimal, en dessous du coût de production. Les accords de libre-échange comme l'Aléna leur permettent ensuite d'exporter ces produits dans les économies de pays tiers, également en dessous du prix de production, ce qu'on appelle du dumping. Les résultats, on les connaît, c'est ceux du Mexique, de la Corée, que je vous ai décrits.

Il faudrait donc éliminer le système de subvention, qui fait artificiellement tomber les prix?

Ce n'est pas les subventions en soi qui sont mauvaises, c'est plutôt l'incapacité de réguler la surproduction. Jusque dans les années 80, la politique agricole était de stocker les excès de production et de garantir un prix minimum, ce qui rendait le dumping impraticable. Aujourd'hui, ce système de stabilisation des prix n'existe

plus, et les prix ne cessent de tomber. Le système de subventions a été mis en place pour compenser cette chute des prix, elle en est donc une conséquence et non pas la cause des prix bas.

Selon vous, faudrait-il revenir au protectionnisme?

Oui, et le mot "protectionnisme" n'est pas un gros mot. Nous protégeons ce qui est important pour nous. La capacité de produire sa propre nourriture, permettre à des gens de rester à la campagne et mener une vie avec dignité. Le protectionnisme est certainement un des moyens pour atteindre la "souveraineté alimentaire", concept qui propose que chaque pays permette à ses propres fermiers de cultiver leur nourriture.

Mais la "souveraineté alimentaire" ne risque-t-elle pas de faire monter les prix pour les consommateurs, dont une large partie ne vit encore qu'avec deux dollars par jour?

Non, parce qu'il n'y a aucune relation entre les prix du consommateur et les prix que les fermiers se font payer. Depuis 20 ans, les prix payés aux producteurs n'ont fait que baisser, tandis que les prix du consommateur n'ont cessé d'augmenter. Les grandes corporations agro-industrielles profitent de leur position de monopole illégale d'intermédiaires pour augmenter leur part de profit. Sur chaque "food dollar", le fermier touche moins d'un pour cent. En réalité, il est tout à fait possible d'augmenter le revenu des fermiers, sans augmenter les dépenses du consommateur. Il suffirait d'appliquer de façon minimale la loi existante en la matière pour casser ces monopoles illégaux, les intermédiaires qui font tomber artificiellement les prix.

Mais retirer l'agriculture des accords de libre-échange ne résoudrait pas tous les problèmes auxquels les paysans doivent faire face.

Effectivement, ce n'est qu'une première étape. Si on ne fait rien pour changer l'extrême inégalité dans la distribution des terres, concentrées entre les mains d'une élite, toute hausse des prix reviendra directement dans la poche de ces riches propriétaires. Déclarer l'accès à la terre productive comme un droit de base est primordial pour aider la masse des communautés rurales. Historiquement ces terres ont été acquises de manière illégale lors de la conquête du tiers-monde, en chassant les indigènes et en tuant leurs leaders.

La vague de nouveaux gouvernements de gauche en Amérique Latine a-t-elle permis des avancées sur le problème de la réforme agraire?

Les gouvernements de Venezuela et de la Bolivie ont effectivement annoncé des mesures immédiates. Dans le cas d'Evo Morales, il est trop tôt encore pour juger du progrès annoncé. Chavez avait fait passer sa réforme agraire il y a cinq ans, mais il rencontre beaucoup de difficultés à la

mettre en place. Les riches propriétaires emploient des paramilitaires chez le voisin en Colombie pour tuer les leaders du mouvement paysan, les chasser ou les intimider. Quant au gouvernement de Lula au Brésil, il a été une déception immense, on attend toujours les fruits des réformes agraires qu'il avait promises lors de ses deux campagnes électorales. Il défend plutôt l'élite paysanne exportatrice de soya pour les troupeaux européens. Résultat: le Brésil et l'Inde sont devenus les plus fervents défenseurs du libre-échange.

En conclusion, les réformes agraires, c'est bien sur le papier, mais c'est difficile à implémenter. Que fait la société civile entre-temps?

La réforme agraire a été un des moteurs principaux des mouvements sociaux depuis l'histoire coloniale. Elle a mené à la révolution cubaine en 1959, au soulèvement des Zapatistas au Chiapas en 1984. Aujourd'hui, il y a beaucoup de mouvements sociaux non-violents qui mènent leurs propres réformes agraires "par le bas", sans rien attendre du gouvernement. Le plus connu d'entre eux étant le Mouvement des sans-terre (MST), au Brésil, qui occupe les domaines abandonnés par les riches propriétaires absents, pour les transformer en terres productives. Cette dynamique avance beaucoup plus rapidement que les efforts du gouvernement: le MST a déjà occupé une région de la taille de l'Italie!

Et puis il y a bien sûr Via Campesina, dont vous êtes membre. Comment les fermiers sont-ils parvenus à s'organiser au niveau mondial, en dépit des possibles contradictions d'intérêt entre le fermier européen et le fermier africain?

Avant, on pensait que les fermiers européens s'enrichissaient sur le dos des fermiers africains. Via campesina s'est créée lorsque ces différents mouvements de paysans se sont rendus compte que c'était les mêmes forces qui faisaient chuter les prix, qui détruisaient le mode de vie des communautés rurales, autant en Europe qu'en Afrique. Cela forme la base d'une solidarité mutuelle entre tous les paysans. Ayant compris qu'on ne pouvait combattre les politiques de libre-échange qu'au niveau international, ces différents mouvements se sont coalisés. Aujourd'hui, Via campesina est présente dans 60 pays, et rassemble plus de 300 millions de membres. Elle est très active en Amérique Latine et en Asie, et commence à s'étendre au Moyen Orient et en Afrique.

Interview par Sophie Feyder

Sophie Feyder est journaliste free-lance et vit à Berlin.

¹⁾ Organisation mondiale du commerce

Peter Rosset

Dr. Peter Rosset est chercheur au Centre de Recherche pour le Changement de la Campagne Mexicaine (Ceccam) et coordinateur du réseau "Land Research Action Network", ainsi que membre actif de Via Campesina. Auteur de "World Hunger: Twelve Myths" en 1998, il vient de publier son dernier livre "Food is different: why the WTO should get out of agriculture" (Global Issues).